

La normalisation, moyen de progrès

Jean-Michel Médoc

Cirad – Persyst – Unité de recherche Risque environnemental lié au recyclage

TA B78/01

Av. Agropolis

34398 Montpellier Cedex 5

Tél. : +33 4 67 61 71 95

Fax : +33 4 67 61 71 48

Courriel : medoc@cirad.fr

Diapo 1 : La normalisation, moyen de progrès

On s'intéresse, dans cet exposé, à la normalisation étendue à l'industrie, à l'économie et aux services, appliquée en particulier à l'agriculture.

La mondialisation des échanges, l'interpénétration des technologies et la globalisation des questions d'environnement et de sécurité rendent plus que jamais utile le développement de [normes](#). La normalisation apparaît en effet comme un outil particulièrement adapté pour accompagner ces évolutions.

Après un bref rappel sur la réglementation, la première partie présentera les concepts qui caractérisent le processus de normalisation, ses enjeux. La seconde partie présentera les concepts qui caractérisent la [certification](#).

Diapo 2 : Préambule – Définition Réglementation

Avant de définir et de caractériser la normalisation et les normes, un rappel de définition sur la réglementation est nécessaire. La réglementation s'impose à tous alors que la normalisation est un processus volontaire.

Diapo 3 : Définitions Normalisation et Certification

La normalisation ou la standardisation est le fait d'établir des normes et standards industriels, c'est-à-dire un référentiel commun et documenté destiné à harmoniser l'activité d'un secteur. Elle est réalisée par des organismes spécialisés, qui sont le plus souvent soit des organismes d'État, soit des organisations créées par les professionnels d'un secteur d'activité donné.

En droit français, le terme normalisation est réservé aux référentiels publiés par l'AFNOR ou aux organismes ayant reçu une délégation de l'AFNOR. Ces référentiels appelés normes françaises homologuées ont aussi force de loi.

Ces normes peuvent être utilisées comme référentiels dans les marchés publics. Les normes publiées par les organismes européens de normalisation (Cen, Cenelec et Etsi) sont de droit des normes françaises homologuées.

Diapo 4 : Normaliser, c'est quoi ?

Normaliser c'est établir des documents de référence et les appliquer. Une norme est un document de référence utilisé notamment dans le cadre des marchés publics ou dans celui du commerce international et sur laquelle s'appuient la plupart des contrats commerciaux.

Elle est utilisée comme la référence incontestable simplifiant et clarifiant les relations contractuelles entre partenaires de la vie économique. Elle permet notamment l'interopérabilité des systèmes et des produits industriels entre eux.

Le [consensus](#) est défini comme :

- un "accord général caractérisé par l'absence d'opposition ferme à l'encontre de l'essentiel du sujet émanant d'une partie importante des intérêts en jeu et par un processus de recherche de prise en considération des vues de toutes les parties concernées et de rapprochement des positions divergentes éventuelles.
- Le consensus ne veut pas dire unanimité obligatoire mais pas d'opposition ferme.

Dans l'économie et l'industrie, le groupe est défini comme l'ensemble des acteurs d'un marché (producteurs, distributeurs, laboratoires, pouvoirs publics, consommateurs, ...)

En règle générale, la norme est d'application volontaire. Dans quelques cas elle peut être rendue d'application obligatoire par les pouvoirs publics.

Elle peut être utilisée comme document de référence dans la certification.

La mention « Conforme à la norme XY » peut être affichée sur un produit par un fabricant, s'il juge que les caractéristiques de son produit satisfont aux exigences de la norme. Des contrôles inopinés sur les lieux de ventes peuvent être effectués.

Diapo 5 : Enjeux des normes

La norme,

C'est un outil d'échange car elle permet :

- le développement des marchés en harmonisant les règles et les pratiques et en réduisant les entraves techniques aux échanges,
- la clarification des transactions en aidant à la définition des besoins, en optimisant les relations clients/fournisseurs, en fournissant un référentiel pour la valorisation des produits et services.

C'est un outil de développement pour l'économie car elle permet :

- la rationalisation de la production par la maîtrise des caractéristiques techniques des produits, la validation des méthodes de production et la garantie de la sécurité aux opérateurs et installateurs ;
- le transfert de technologies nouvelles dans des domaines essentiels pour l'entreprise et la collectivité : nouveaux matériaux, systèmes d'information, technologie de veille, électronique, productique...

C'est, pour l'utilisateur, un outil de transparence et de progrès qui contribue :

- à son information, en l'aidant à choisir des produits dont l'aptitude à l'emploi est conforme à ce qu'il attend,
- à sa protection, la normalisation garantissant la conception et la fabrication de produits sûrs.

C'est un outil stratégique pour l'entreprise ou l'acteur économique qui participe aux travaux car elle lui permet :

- d'innover, d'anticiper et de faire évoluer ses produits,
- d'être compétitif, d'avoir de meilleures armes pour conquérir des marchés, de mieux connaître les marchés et leurs tendances.

C'est un outil de politique publique qui constitue un complément de la réglementation et une référence pour l'ouverture et la transparence des marchés publics

Diapo 6 : Que normalise-t-on ?

Il existe 4 grands types de normes :

1. Les normes fondamentales

Elles portent sur la terminologie, la métrologie, les conventions, les signes, les symboles...

2. Les normes de spécifications

Essentiellement européennes, elles fixent les caractéristiques d'un produit ou d'un service et leurs seuils de performances à atteindre (aptitude à l'emploi, interface et interchangeabilité, santé, sécurité, protection de l'environnement, contrats-types, documentation accompagnant le produit ou le service...).

3. Les normes de méthodes d'essai et d'analyse

Ces normes, surtout internationales, mesurent les caractéristiques et les performances d'un produit.

4. Les normes d'organisation et de services

Elles portent d'une part sur la description et la modélisation des fonctions de l'entreprise (maintenance, analyse de la valeur, logistique, management de la qualité, gestion de production...) et d'autre part sur la définition et les performances des activités de services.

Diapo 7 : Etapes d'élaboration d'une norme

L'élaboration d'une norme comporte, en général, 8 grandes phases (le nombre de ces phases et leur intitulé peut être légèrement différent d'un pays à l'autre mais le schéma reste globalement le même) :

1. Identification des besoins des partenaires : analyse de l'opportunité et de la faisabilité technico-économique de travaux normatifs à partir de deux questions déterminantes : une norme apportera-t-elle un "plus" technique et économique au secteur ? Dispose-t-on des connaissances nécessaires à l'élaboration d'une norme ?
2. Programmation collective : réflexion à partir des besoins identifiés, des moyens disponibles et des priorités, puis décision d'inscrire dans le grand programme de normalisation concerné.
3. Rédaction d'un avant projet : Elaboration par les parties intéressées, représentées par des experts réunis en commissions de normalisation (producteurs, distributeurs, utilisateurs, consommateurs, administrations, laboratoires...).
4. Validation interne du projet : Consensus des experts sur le projet de norme.
5. Validation externe: large consultation, sous forme d'enquête probatoire d'une durée de 2 mois, de l'ensemble des partenaires économiques pour s'assurer que le projet de norme est conforme à l'intérêt général et ne soulève aucune objection majeure. Dépouillement de l'enquête probatoire, examen des observations reçues. Mise au point du texte définitif du projet de norme.
6. Approbation : Approbation du texte par l'organisme de normalisation
7. Publication : publication en tant que norme nationale
8. Suivi : l'application de toute norme fait l'objet d'une évaluation régulière de sa pertinence par l'organisme de normalisation, qui permet de détecter le moment où elle devra être adaptée aux nouveaux besoins.

Diapo 8 : Champs de normalisation

Diapo 9 : Organismes de normalisation

Les normes sont élaborées aux niveaux national, européen et international. Afnor, l'institut français de normalisation, est le représentant des positions françaises au niveau européen (CEN) et international (ISO).

Afnor est membre du CEN, Comité européen de normalisation, basé à Bruxelles, qui regroupe 28 membres nationaux et 8 membres associés.

Les organismes de normalisation nationaux sont membres de l'ISO, Organisation internationale de normalisation, basé à Genève, qui regroupe 156 pays.

Afnor, CEN et ISO se situent dans le cadre généraliste, deux autres filières existent : l'une pour le domaine de l'électricité, électrotechnique avec le Cenelec au niveau européen et la CEI au niveau international, l'autre pour le domaine des télécoms avec l'Etsi au niveau européen et l'UIT au niveau international.

Des structures de coordination existent à chaque niveau.

Des comités ou des offices internationaux « filière » reconnus par les états membres contribuent à l'harmonisation internationale des pratiques et des normes existantes mais aussi à l'élaboration de nouvelles normes internationales. Ils assistent les organisations gouvernementales ou non qui poursuivent des activités normatives. Ils ont aussi une mission de publication normative (Codex, codes, ...). Exemple : Icumsa (international Commission for Uniform Methods of Sugar Analysis), Oiv (Organisation Internationale de la Vigne et du Vin)

Des regroupements de professionnels (secteur privé) définissent aussi des référentiels applicables sur la base du volontariat en vue d'une certification afin de garantir la qualité de leurs produits. Exemple : GlobalGAP et EurepGAP (Good Agricultural Practices) sont des référentiels conçus pour rassurer les consommateurs sur la manière dont les produits alimentaires sont produits sur l'exploitation en réduisant au minimum les impacts nocifs des activités agricoles sur l'environnement, en diminuant l'utilisation des intrants chimiques et en garantissant une approche responsable de la santé et de la sécurité des travailleurs, ainsi que du bien-être des animaux. Exemple : en début d'année 2008, le Groupement des Exportateurs de Litchis de Madagascar a obtenu le certificat GlobalGAP.

Diapo 10 : Exemples de normes Agriculture/Agroalimentaire

Diapo 11 : Certifier, c'est quoi ?

La certification est une procédure par laquelle une tierce partie, l'organisme certificateur, donne une assurance écrite qu'un système d'organisation, un processus, une personne, un produit ou un service est conforme à des exigences spécifiées dans une norme ou un référentiel. la certification est un acte volontaire qui peut lui procurer un avantage concurrentiel. C'est un outil de compétitivité qui établit la confiance dans leurs relations avec leurs clients. Elle est délivrée par des organismes certificateurs indépendants des entreprises certifiées ainsi que des pouvoirs publics.

Une tierce partie est un organisme tiers (organisme certificateur), indépendant de l'industriel et des pouvoirs publics et accrédité. En France, le Cofrac (Comité Français d'Accréditation) assure les accréditations. De très nombreux organismes certificateurs existent à travers le monde. Une fois le projet de l'entreprise identifié et mis en œuvre, un audit de certification est réalisé par l'organisme certificateur choisi, afin de finaliser la certification. Des contrôles réguliers sont réalisés par ce même organisme.

L'assurance écrite est fournie par une marque associée (i.e. logo), un certificat ou un diplôme qui permet la reconnaissance.

Les exigences spécifiées le sont sur la base d'un référentiel qui peut être une norme (internationale, nationale), un règlement, etc.

La certification peut s'appliquer à :

- des systèmes, des services (de management de la qualité, de l'environnement, de la sécurité-santé, de données, ...)
- des produits (industriels, alimentaires ou non alimentaires, ...)

- des essais (concerne essentiellement les laboratoires d'essais, la performance d'appareils de métrologie).

Diapo 12 : Enjeux de la certification

Pour qu'une certification ait une valeur ajoutée, les critères du référentiel doivent être cohérents avec les attentes du marché. La certification apporte à l'utilisateur du produit ou du service :

- la constance de fabrication d'un produit et de ces performances
- la certitude de l'adaptation d'un produit à une utilisation donnée
- une réduction des contrôles de réception
- une traçabilité

Elle permet à l'entreprise de se démarquer de la concurrence en affichant une preuve de qualité et à ses clients d'identifier de façon fiable les produits, les services, les personnes.

Diapo 13 : Certification de systèmes, exemples

Les certifications de système les plus connues aujourd'hui sont les certifications :

- ISO 9001 qui met l'accent sur la satisfaction des clients avec pour objectif de comprendre leurs besoins et attentes, assurer le traitement des réclamations et des litiges, évaluer et améliorer leur niveau de satisfaction.
- ISO 14001 qui vise à la mise en place d'un système de management environnemental permettant aux entreprises de minimiser les impacts de leurs activités sur l'environnement, de prévenir les incidents et de fixer un plan d'action pour améliorer leurs performances environnementales.
- ILO-OSH 2001, OHSAS 18001 qui visent à identifier et évaluer les risques professionnels de l'entreprise afin de préserver la sécurité des biens et des personnes et la santé de ces dernières, à favoriser le dialogue social...
- ISO 20000-1 qui vise la fiabilité et la continuité de service des systèmes d'information et la production informatique des entreprises.

Ces certifications sont complémentaires et peuvent être intégrées au sein d'une même entreprise pour former un système de management intégré.

Diapo 14 : Certification de produits, exemples

De nombreuses marques de reconnaissance ont été créées au niveau national comme au niveau européen afin de permettre à l'utilisateur, au consommateur de distinguer un produit certifié de la masse des produits disponibles.

Le marquage CE est un marquage européen obligatoire pour tous les produits soumis à une ou plusieurs Directives Européennes. Il indique que les produits respectent les exigences essentielles des Directives "Nouvelle Approche" traitant notamment des questions de sécurité, de santé publique et de protection des consommateurs.

CE est un marquage réglementaire permettant aux produits de circuler librement dans tout l'Espace Economique Européen. Il peut être apposé sous la seule responsabilité du fabricant.

Ressources

Afnor, n. d., *Tout savoir sur la normalisation*. Afnor. 14 p.

FAO/OMS, 2006, *Comprendre le Codex Alimentarius*. Secrétariat du Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires, FAO, Rome. 41 p.

Minefi, 2004, *La certification des produits industriels et des services en 7 questions*.

Ministère français de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, coll. Mode d'emploi. 13 p.

<http://www.afnor.org>

<http://www.cen.eu/cenorm/homepage.htm>
<http://www.iso.org/iso/fr/home.htm>
<http://www.arso-oran.org/home.french.asp>
<http://www.oiv.int>
<http://www.icumsa.org>
<http://www.codexalimentarius.net>
<http://www.globalgap.org>